

LES CHIFFRES DU MOIS

499

Les familles de 499 victimes, blessées ou décédées à cause de l'explosion d'une mine depuis 2017, ont reçu une indemnité de l'Etat de 146 dollars USD. A l'occasion de la journée internationale sur les mines, un ministre a déclaré que le déminage était une "action humanitaire" qui aurait un impact positif pour le pays.



29

Le mois dernier, les autorités ont saisi plus de 1700 kilos de méthamphétamines en cristaux, pour une valeur de 29 millions de dollars USD. La Birmanie est le premier producteur mondial de méthamphétamines. L'état Shan est l'épicentre de cette production lucrative qui alimente les conflits.



2

Seuls 2 prisonniers politiques ont bénéficié de l'amnistie de près de 16500 prisonniers à l'occasion des fêtes du nouvel an. Leur peine de six mois était proche du terme. Une dernière vague d'amnistie de 6000 détenus a été annoncée. Selon le porte-parole de la Présidence, elle pourrait inclure des prisonniers politiques.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Etat d'Arakan : les Rohingya toujours pris pour cible ; de nouveaux crimes de guerre?

Le 3 avril, l'armée a tiré sur des villageois Rohingya qui étaient en train de ramasser du bambou au niveau du township de Buthidaung, rapporte l'ARSPH (Arakan Rohingya Society for Peace and Human Rights). Selon son bilan, cette attaque a entraîné la mort de plus de vingt Rohingya et en a blessé plus de cinquante. Le 26 avril, l'ONU a par ailleurs fait savoir que sa mission d'évaluation dans 1000 villages abandonnés par les Rohingya en août 2017 avait dû être reportée à cause de la violence des combats en cours dans l'état d'Arakan. Le Haut-Commissaire aux Réfugiés (HCR) a précisé que seule une évaluation très restreinte d'une centaine de villages avait pu être menée jusqu'à présent. Le nouveau front qui s'est ouvert entre l'armée et l'Armée d'Arakan (AA) rend le rapatriement des Rohingya improbable, a-t-il ajouté. Dans un communiqué commun du 1er avril, 16 organisations humanitaires internationales appellent de nouveau les acteurs du conflit à protéger les civils et à respecter le droit international humanitaire et les droits humains. Le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU, qui fait état de victimes parmi des civils Rohingya, Rakhine et appartenant à d'autres ethnies, évoque de possibles crimes de guerre.



Fin de la trêve unilatérale de 4 mois décrétée par l'armée : Et après?

L'armée a annoncé que la trêve unilatérale de quatre mois décrétée en décembre ne serait pas renouvelée. Très relative dans les zones couvertes, elle n'a de toute façon pas concerné l'état d'Arakan, en proie à des combats persistants entre l'armée et l'Armée d'Arakan (AA) depuis novembre. Deux alliées de l'AA, la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) et la Ta'ang National Liberation Army (TNLA), ont menacé de rejoindre son combat contre l'armée en cas d'escalade du conflit... Ce mois-ci, des accrochages ont par ailleurs eu lieu entre l'armée et la Kachin Independence Army (KIA) dans le nord de l'état Shan. Dans le même temps, des négociations informelles se poursuivent entre la Tatmadaw et plusieurs organisations ethniques armées (OEA). La trêve devait permettre aux négociations d'avancer avec les non-signataires de l'Accord national de cessez-le-feu (NCA), mais il n'y a pas eu d'avancée notable. La Karen National Union (KNU), qui avait suspendu sa participation aux négociations de paix, envisage quant à elle de revenir à la table des négociations...

Thaïlande : Les migrantes birmanes victimes de violence domestique démunies

En 2018, Sia Kukaewkasem décide de fonder le Freedom Restoration Project (FRP) à la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, une ONG qui vise à soutenir les migrantes victimes de violences domestiques. Durant ses années en tant que volontaire à Mae Sot en Thaïlande, foyer de milliers de migrants birmans vivant dans la pauvreté, elle a constaté les violences physiques dont souffraient beaucoup de femmes, et le silence dans lequel ces dernières s'emuraient. Peur de porter plainte, de se faire déporter, de mettre leurs familles en danger, ou du jugement des autres, l'idée que la violence entre mari et femme est habituelle, justifiée et n'est pas une raison de partir : beaucoup de femmes suivies par l'ONG découvrent lors de thérapies de groupe qu'elles ne sont pas les seules à souffrir, à être terrifiées, et que ça n'est pas normal. A travers des groupes de soutien, des activités d'éducation parentale, et des interventions dans les écoles pour sensibiliser les jeunes migrantes aux violences physiques et sexuelles, Sia compte bien aider ces femmes à reconnaître une situation d'abus et à s'en échapper malgré la double barrière du genre et de leur statut illégal et précaire. *Frontier Myanmar* a consacré un article à ce sujet.

La Birmanie au rendez-vous du 2e Forum sur « l'Initiative la Ceinture et la Route » (*Belt and Road Initiative*) organisé par Pékin

En signant un protocole d'accord avec la Chine en 2018 pour la mise en œuvre du « Corridor Economique Chine Birmanie » (CMEC), la Birmanie est officiellement devenue un partenaire de l'ICR, dont elle constitue une pièce stratégique. Des voix s'élèvent pourtant, notamment au sein de la société civile, pour mettre les autorités en garde contre le risque du "piège de la dette" et celui de voir les projets d'infrastructures envisagés attiser les conflits... Le 2e Forum sur l'ICR organisé par la Chine du 25 au 27 avril a réuni de nombreux chefs d'Etat. Fait notable, le commandant en chef des armées, Min Aung Hlaing, a rencontré le Président chinois Xi Jinping en amont de la visite d'Aung San Suu Kyi, déclarant que l'armée birmane était prête à coopérer à la mise en œuvre des projets de l'ICR. Deux semaines plus tard, Aung San Suu Kyi était reçue à son tour par Xi Jinping, en amont du Forum. La Birmanie a depuis lors signé deux nouveaux protocoles d'accord et un accord avec la Chine. Les observateurs s'attendaient à ce que le projet contesté de barrage de Myitsone dans l'état Kachin soit à l'ordre du jour, mais selon la Présidence birmane, il n'était pas à l'agenda. Face à son protecteur diplomatique et à son premier investisseur étranger, la Birmanie s'engage-t-elle en faisant "contrepois"? La presse locale fait état d'un sentiment anti-chinois en plein essor, face à des investissements perçus comme une menace.

Mobilisation de la société civile birmane pour la liberté de la presse et la liberté d'expression en danger



Le 30 avril, 109 organisations de la société civile birmane ont lancé un appel pour la libération de tous les prisonniers politiques, parmi lesquels Wa Lone and Kyaw Soe Oo, les 2 journalistes de Reuters condamnés à sept ans de prison pour avoir enquêté sur un massacre de Rohingya et dont le dernier appel a été rejeté. En amont de la Journée mondiale pour la liberté de la presse célébrée le 3 mai, ces organisations demandent également aux autorités birmanes de réformer et/ou d'abolir les lois répressives pour se conformer aux standards internationaux. Dans le même temps, le journal Irrawaddy est poursuivi par l'armée pour sa couverture des combats dans l'état d'Arakan, le réalisateur Min Htin Ko Ko Gyi est maintenu en détention pour avoir critiqué l'armée sur Facebook, en dépit de graves problèmes de santé... Et les troupes théâtrales de satire politique sont à leur tour réprimées : c'est notre focus du mois.

Accident mortifère dans une mine de jade : un secteur opaque et corrompu

La disparition d'au moins 54 mineurs à la suite de glissements de terrain survenus dans la mine de jade de Hpakant dans l'état Kachin a remis en lumière la question cruciale de la régulation d'un secteur opaque et corrompu, dans lequel les travailleurs sont durement exploités. En 2016, le gouvernement civil a voté un moratoire sur l'attribution de nouvelles licences d'exploitation. Mais les militaires, qui disposent de forts intérêts dans ce secteur (aux côtés de milices et de groupes ethniques armés), sont passés outre. Le nombre de concessions illégales, et de travailleurs illégaux n'a fait qu'augmenter. En 2018, deux généraux autorisant des entreprises à opérer sans licence à Hpakant collectaient en contrepartie une taxe de 25 % sur la production. Une loi adoptée en décembre dernier réduit la taille des concessions et la durée des permis, mais ne traite pas des principaux enjeux. Rien n'empêche une entreprise au passif douteux en matière de droits humains et/ou d'environnement d'obtenir une licence. Et le conflit d'intérêt au sein de l'entreprise d'Etat « Myanmar Gem Enterprise » n'est pas résolu : elle continue d'opérer à la fois comme régulateur du secteur et comme entité d'affaires. Enfin, aucune disposition ne prévoit de transparence sur les bénéficiaires, ni n'intègre la protection des centaines de milliers de mineurs illégaux...

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

LE FOCUS DU MOIS

La satire ne fait toujours pas rire en Birmanie...

Tout comme la France qui se vante de Molière et La Fontaine, de leurs critiques saillantes de la royauté, de la cour, des petits bourgeois et des mœurs de leur époque, la Birmanie a une longue histoire de satire sociale et politique.

Sa forme la plus populaire est le Thangyat, art folklorique birman des plus anciens qui combine poésie, danse et musique, rythmés par le son d'un tambour traditionnel. Il est comparable au slam, et a historiquement servi de véhicule humoristique et artistique à la critique.

En 1989, après l'arrivée au pouvoir de la junte militaire, cette forme d'art a été bannie. Les troupes se sont vues obligées de quitter le pays afin de continuer à exercer leur métier et à diffuser leurs idées librement. La tradition n'est pas morte pour autant : les groupes se produisaient en exil, et leur CDs circulaient en contrebande dans les villes birmanes.

Cette même année, Par Par Lay, chef de la fameuse troupe satirique des Moustache Brothers restée en Birmanie, fut emprisonné durant un an. En 1996, suite à une représentation critique des militaires dans la résidence d'Aung San Suu Kyi lors d'une réunion de son parti la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), les trois membres du groupe furent arrêtés et deux d'entre eux condamnés à 7 ans de prison. Finalement libérés en 2001, la junte les força à signer un papier certifiant qu'ils ne se produiraient plus. Grand bien leur fasse ! Fervents supporters d'Aung San Suu Kyi, ils assuraient à la BBC en 2013 qu'ils ne cesseraient qu'à son arrivée au pouvoir.

Que penserait donc Par Lay Lay, mort supposément d'empoisonnement en 2013, de la récente répression qui menace l'existence de cet art satirique sous le gouvernement d'Aung San Suu Kyi ?

Réinstaurée en 2013 lors du retour à un semblant de gouvernement civil, la pratique continue à être censurée. Beaucoup espéraient que l'arrivée au pouvoir d'Aung San Suu Kyi libérerait la parole, mais comme dans de nombreux domaines, ces espoirs ont été déçus : le gouvernement réprime durement ceux qui se moquent de lui.

En 2018, huit étudiants ont été condamnés pour diffamation après leur présentation d'une pièce satirique anti-guerre, et l'homme qui diffusait en live leur performance a écopé de 3 mois de prison pour violation de la section 66(d) de la loi qui prohibe l'utilisation de télécommunications pour la critique. L'éditeur du journal Voice Daily fut détenu 2 mois pour diffamation après avoir écrit une critique satirique d'un film militaire, et celui du Thanintharyi Journal dû payer une amende de \$330 pour avoir écrit un article qui nuisait à la réputation d'un ministre d'Etat.

Cette vague de répression et de censure s'est intensifiée ces dernières semaines, période du nouvel an Birman où le Thangyat est pourtant traditionnellement l'un des arts les plus représentés. C'est d'autant plus ironique que le nouvel an birman est censé être une période de clémence présidentielle: à ce jour, 16 500 prisonniers ont été relâchés, dont seulement 2 prisonniers politiques.

Ce gouvernement qui pardonne emprisonne, comme l'a si bien formulé Progressive Voice: ce mois-ci, ce sont les artistes de Thangyat qui sont menacés. Les autorités de Rangoun ont mené une politique de censure où les troupes souhaitant se représenter devaient soumettre leurs textes en avance, et les salles de spectacle étaient encouragées à refuser d'accueillir les troupes non-conformes. Le groupe Oway a refusé l'imposition de ces conditions, et s'est produit dans la rue le 15 avril, critiquant humoristiquement l'armée et son emprise sur la Constitution de 2008.

Le 22 avril, la troupe Peacock Generation Thangyat a elle aussi fait un spectacle de rue et a diffusé son numéro de satire de l'armée sur Facebook. Cinq de ses comédiens ont été arrêtés par la police et inculpés pour avoir violé la section 66(d) de la Loi des Télécommunications, dont le gouvernement et l'armée s'emparent souvent pour lutter contre ceux qui les critiquent en ligne.

Leur accusation a par la suite été modifiée, pour relever de l'article 505(a) du code pénal, plus répressif et qui criminalise la diffamation intentionnelle des autorités. Pour couronner le tout, les groupes de Thangyat sont aussi menacés physiquement par les membres du Ma Ba Tha, un groupe de moines ultranationalistes.

Ces réactions sont alarmantes, le but original du Thangyat étant de transmettre un message du peuple au gouvernement, de permettre un renversement des rôles où la population communique ses ressentiments, et où les autorités écoutent et tolèrent les revendications.

Bien que le gouvernement d'Aung San Suu Kyi l'explique par sa volonté de limiter les discours haineux, cette répression des représentations de Thangyat reflète plutôt son intolérance de la critique, son mépris de la liberté d'expression et sa peur d'une agitation civile.

Il semblerait que la fameuse blague des Moustache Brothers sur la junte militaire n'ait pas vieilli, même sous leur bien-aimée Aung San Suu Kyi : « *L'autre fois j'avais mal aux dents. Je suis allé à Bangkok chez le dentiste. Le dentiste m'a dit : "Mais pourquoi donc venir si loin pour soigner vos dents ?" Je lui ai répondu : "Parce qu'en Birmanie on n'a pas le droit d'ouvrir la bouche. "* »